



Dossier de mariage

Horaires d'ouverture du service Etat-civil :
du lundi au jeudi : 8h30-12h00 / 13h30-17h00
le vendredi : 8h30-12h00/ 13h30-16h30
le samedi matin : 10h00-12h00
Tél. : 02.32.96.95.70

Le dépôt du dossier se fait uniquement sur rendez-vous

**L'ensemble de ces démarches sont à effectuer
3 mois avant la date du mariage**

**Les couples doivent déposer ensemble le dossier de mariage au
service de l'accueil, qui seul, fixera l'heure du mariage**

**PROJET DE MARIAGE
- Pièces à fournir -**

**PRESENCE OBLIGATOIRE DES FUTURS EPOUX/ FUTURES EPOUSES
LORS DU DEPÔT DU DOSSIER**

**ATTENTION : LA DATE DU MARIAGE NE POURRA ÊTRE CONFIRMÉE QUE
LORSQUE LE DOSSIER SERA COMPLET**

- 1. ATTESTATION SUR L'HONNEUR DE DOMICILE (CF. MODELE JOINT) +
JUSTIFICATIFS DE DOMICILE (EDF, Eau, Impôts)**
- 2. COPIES INTEGRALES D'ACTES DE NAISSANCE**
à demander dans la commune du lieu de naissance et délivrées depuis moins de 3 mois à la date du mariage.
Pour les français nés dans les D.O.M / T.O.M : copie intégrale d'acte de naissance délivrée depuis moins de 6 mois à la date du mariage.
Pour les personnes de nationalité étrangère : les actes en langue étrangère doivent être accompagnés de leur traduction par un traducteur expert (liste disponible en mairie).

Pour les Français nés à l'étranger ou naturalisés : s'adresser au Ministère des Affaires Etrangères, Service Central de l'Etat Civil, 44941 NANTES cedex 9 (www.diplomatie.gouv.fr / rubrique « Les Français et l'étranger ► L'état civil »)

Pour les personnes de nationalité étrangère : l'une des personnes doit être de nationalité française. Présenter un certificat de coutume et un certificat de célibat délivré depuis moins de 3 mois à la date du mariage. (Ces deux certificats sont à demander auprès de l'ambassade)

Si l'un des comparants ne maîtrise pas la langue française, prévoir un traducteur assermenté à la cérémonie (liste auprès du Tribunal de Grande Instance).

4. **PIECES D'IDENTITE** : Carte Nationale d'Identité, Passeport, Titre de Séjour accompagné du passeport.

5. **Pour les veufs ou les veuves** : copie intégrale d'acte de décès du conjoint.

6. **S'il y a un contrat de mariage**, un certificat du notaire

7. **LISTE DES TEMOINS** : (cf. liste jointe à compléter) : 2 témoins majeurs pour la cérémonie (4 au maximum) maîtrisant la langue française. Fournir pour chacun une copie de la pièce d'identité.

8. **FEUILLE DE RENSEIGNEMENTS (modèle joint)**

Cas particulier (ne concerne que les couples hétérosexuels) : Si vous avez un ou des enfants en commun, un nouveau livret de famille vous sera délivré à l'occasion du mariage (vous devrez restituer à la mairie votre ancien livret de famille). *Fournir la copie intégrale de l'acte de naissance de chacun des enfants communs, avec mention et date de reconnaissance.*

AVIS IMPORTANT

L'attention des futurs époux est attirée sur les modifications de la loi du 04 juillet 2005, portant réforme de la filiation : le mariage n'a plus aucune incidence tant sur la filiation que sur le nom de l'enfant.

L'Officier de l'état civil se réserve la possibilité de demander des pièces complémentaires au vu du dossier.

L'audition des futurs époux / épouses peut également être demandée par l'Officier de l'état civil, sauf dans certains cas (par exemple, en cas d'impossibilité ou s'il apparaît, au vu des pièces du dossier que cette audition n'est pas nécessaire).

Le dossier doit en principe être déposé au minimum 3 semaines avant la date du mariage.

Cette feuille doit être remplie très lisiblement afin d'éviter des erreurs dans la rédaction de l'acte.

A remplir dans l'ordre choisi par les époux / épouses

Renseignements concernant le futur époux / future épouse

NOM (en lettres capitales) :
Prénoms : (tous les prénoms) :
Date de naissance :
Lieu :

Département :

Nationalité (au moment du mariage) :
Profession de l'époux / épouse

Situation antérieure au mariage :
Célibataire Veuf/ve Divorcé (e) Depuis le :
Domicilié (e) à (adresse complète) :

Demeurant à : adresse complète :
depuis au moins un mois
Numéro de téléphone :

Fils / fille de (avec tous les prénoms)
Adresse complète :
Profession : ou décédé :
Retraité OUI NON autres

Et de :
(Avec tous les prénoms et le nom de naissance)
Adresse complète
Profession : ou décédé :

Retraitée OUI NON autres

RENSEIGNEMENTS COMMUNS AUX DEUX EPOUX/EPOUSES

Nombre d'enfants communs (uniquement pour les couples hétérosexuels) :
(formulaire de demande de livret de famille à compléter)

Futur domicile conjugal prévu :
Code Postal : Commune* :
(*NOTA : pour PARIS, LYON et MARSEILLE, indiquer l'arrondissement)

Il existe un contrat de mariage il n'existe pas de contrat de mariage
qui sera signé a été signé le
chez Maître Notaire

Renseignements concernant le futur époux / future épouse

NOM (en lettres capitales) :
Prénoms : (tous les prénoms) :
Date de naissance :
Lieu :

Département :

Nationalité (au moment du mariage) :
Profession de l'époux / épouse

Situation antérieure au mariage :
Célibataire Veuf/ve Divorcé (e) Depuis le :
Domicilié (e) à (adresse complète) :

Demeurant à : adresse complète :
depuis au moins un mois
Numéro de téléphone :

Fils / fille de (avec tous les prénoms)
Adresse complète :
Profession : ou décédé :
Retraité OUI NON autres

Et de :
(Avec tous les prénoms et le nom de naissance)
Adresse complète
Profession : ou décédé :

Retraitée OUI NON autres

Le Mariage doit être
célébré à la Mairie

le :
à : **H**.....

*Le jour et l'heure de la cérémonie sont fixés par les parties
dans la mesure des possibilités (art.395 IGREC)*

Attestation sur l'Honneur du futur époux / future épouse

Je soussigné(e)

Né(e) le à

atteste sur l'honneur

avoir mon domicile sis

depuis le

OU

avoir ma résidence sise

depuis le jusqu'au.....

A, le

Signature :

En application de l'article 441-7 du code pénal, sera puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait :1° d'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
2° de falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ; 3° de faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor Public ou au patrimoine d'autrui.

Attestation sur l'Honneur du futur époux / future épouse

Je soussigné(e)

Né(e) le à

atteste sur l'honneur

avoir mon domicile sis

depuis le

OU

avoir ma résidence sise

depuis le jusqu'au.....

A, le

Signature :

En application de l'article 441-7 du code pénal, sera puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait :1° d'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
2° de falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ; 3° de faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor Public ou au patrimoine d'autrui.

DÉCLARATION DES TÉMOINS

(article 92 de l'IGREC, 37 et 75 du code civil)

1)

Je soussigné(e).....

.....

Pour la femme mariée, nom de jeune fille suivit du nom d'épouse et prénom

Né(e) le à

Atteste être domicilié(e) à.....

.....

Et exercer la profession de.....

.....

Fait à le

Signature :

(Joindre la copie d'une pièce d'identité)

DÉCLARATION DES TÉMOINS

(article 92 de l'IGREC, 37 et 75 du code civil)

2)

Je soussigné(e).....

.....

Pour la femme mariée, nom de jeune fille suivit du nom d'épouse et prénom

Né(e) le à

Atteste être domicilié(e) à.....

.....

Et exercer la profession de.....

.....

Fait à le

Signature :

(Joindre la copie d'une pièce d'identité)

Cette feuille doit être remplie très lisiblement par les intéressés eux-mêmes afin d'éviter des erreurs dans la rédaction de l'acte.

NOTA : les témoins devront être âgés de 18 ans résolus au moins.

Un mari et sa femme peuvent être témoins ensemble. Le père et la mère de l'un des futurs époux peuvent être témoins du mariage si, en raison de l'âge de leur enfant, ils n'ont plus à donner leur consentement.

Un mineur peut être témoin s'il est émancipé soit par le mariage soit par décision du juge d'instance.

TRES IMPORTANT : il n'y a aucune obligation d'un 3^e et 4^e témoins, mais si cette partie est remplie, ceux-ci doivent impérativement être présents le jour du mariage.

DÉCLARATION DES TÉMOINS

(article 92 de l'IGREC, 37 et 75 du code civil)

3)

Je soussigné(e).....

.....

Pour la femme mariée, nom de jeune fille suivit du nom d'épouse et prénom

Né(e) le à

Atteste être domicilié (e) à.....

.....

Et exercer la profession de.....

.....

Fait à le

Signature :

(Joindre la copie d'une pièce d'identité)

DÉCLARATION DES TÉMOINS

(article 92 de l'IGREC, 37 et 75 du code civil)

4)

Je soussigné(e).....

.....

Pour la femme mariée, nom de jeune fille suivit du nom d'épouse et prénom

Né(e) le à

Atteste être domicilié(e) à.....

.....

Et exercer la profession de.....

.....

Fait à le

Signature :

(Joindre la copie d'une pièce d'identité)

Cette feuille doit être remplie très lisiblement par les intéressés eux-mêmes afin d'éviter des erreurs dans la rédaction de l'acte.

NOTA : les témoins devront être âgés de 18 ans révolus au moins.

Un mari et sa femme peuvent être témoins ensemble. Le père et la mère de l'un des futurs époux peuvent être témoins du mariage si, en raison de l'âge de leur enfant, ils n'ont plus à donner leur consentement.

Un mineur peut être témoin s'il est émancipé soit par le mariage soit par décision du juge d'instance.

TRES IMPORTANT : il n'y a aucune obligation d'un 3^e et 4^e témoins, mais si cette partie est remplie, ceux-ci doivent impérativement être présents le jour du mariage.

INFORMATIONS SUR LE DROIT DE LA FAMILLE

(Annexe du décret 2002-1556 du 23 décembre 2002 modifiée par le décret 2004-1159 du 29 octobre 2004 et par le décret 2006-640 du 1^{er} juin 2006)

Ce document est destiné à donner une information générale sur le droit tel qu'il résulte des lois et règlements en vigueur.

Nom des époux et de leurs enfants

Le mariage est sans effet sur le nom des époux, qui continuent chacun d'avoir pour seul nom officiel celui qui résulte de leur acte de naissance. Toutefois, chacun des époux peut utiliser dans la vie courante, s'il le désire, le nom de son conjoint, en l'ajoutant à son propre nom ou même, pour la femme, en le substituant au sien.

Les époux choisissent le nom de famille qui est dévolu à leur premier enfant commun, soit le nom du père, soit le nom de la mère, soit leurs deux noms accolés suivant l'ordre qu'ils ont choisi et dans la limite d'un seul nom de famille pour chacun d'eux. Ils remettent le document mentionnant la déclaration de choix de nom à l'officier d'état civil.

En l'absence de déclaration conjointe de choix de nom, l'enfant commun prend le nom de son père. Le nom dévolu au premier enfant commun est valable pour les autres enfants communs du couple.

La faculté de choix de nom ne peut être exercée qu'une seule fois.

Droits et devoirs respectifs des époux

Les époux se doivent mutuellement respect, fidélité, secours, assistance et s'obligent à une communauté de vie.

Ils assurent ensemble la direction morale et matérielle de la famille. Ils pourvoient à l'éducation des enfants et préparent leur avenir.

Les époux contribuent aux charges du mariage à proportion de leurs facultés respectives. Toutefois, un aménagement de cette contribution peut être prévu par contrat de mariage.

Chacun des époux peut passer seul les contrats qui ont pour objet l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants. Les dettes ainsi contractées engagent les deux époux, sauf lorsqu'elles sont manifestement excessives.

Chaque époux peut librement exercer une profession, percevoir ses gains et salaires et en disposer après s'être acquitté des charges du mariage.

Chacun des époux peut se faire ouvrir tout compte de dépôt (notamment comptes-chèques postaux, compte bancaire, livret d'épargne) et tout compte de titres en son nom personnel. A l'égard du dépositaire, le déposant est toujours réputé avoir la libre disposition des fonds et des titres en dépôt.

Si l'un des époux se trouve hors d'état de manifester sa volonté ou s'il met en péril les intérêts de la famille, l'autre époux peut faire prendre en justice toutes mesures nécessaires ou même se faire transférer l'administration des biens normalement gérés par son conjoint.

Obligations alimentaires dues aux époux et par eux

Les époux ont l'obligation de nourrir et entretenir leurs enfants. Cette obligation ne cesse pas de plein droit lorsque les enfants sont majeurs. Réciproquement, les enfants doivent des aliments à leur père et mère qui sont dans le besoin.

Les gendres et belles-filles doivent des aliments à leur beau-père et belle-mère. Cette obligation cesse lorsque celui des époux qui créait des liens d'alliance et les enfants issus de son union avec l'autre époux sont décédés. Réciproquement, les beaux-pères et belles-mères sont tenus de cette obligation envers leur gendre et belle-fille.

Filiation

Le mari est présumé être le père de l'enfant né avant le 180^e jour du mariage, de ceux conçus pendant l'union et de ceux nés moins de 300 jours après la dissolution du mariage.

Adoption

Les époux peuvent adopter un enfant lorsque le mariage dure depuis plus de deux ans ou lorsque les deux époux ont plus de vingt-huit ans.

L'adoption peut être aussi demandée par un époux âgé de plus de vingt-huit ans avec le consentement de son conjoint.

Un époux peut également adopter l'enfant de son conjoint sous certaines conditions. L'adoption est prononcée à la requête de l'adoptant par le tribunal de grande instance qui vérifie si les conditions posées par la loi sont remplies et si l'adoption est conforme à l'intérêt de l'enfant.

Cette adoption peut être plénière, auquel cas le lien de filiation créé par l'adoption se substitue au lien de filiation d'origine, ou simple, les deux liens de filiation coexistant alors.

L'adoption plénière confère à l'enfant le nom de l'adoptant. En cas d'adoption par deux époux, le nom conféré à l'enfant peut être soit le nom du père, soit le nom de la mère, soit le nom accolé de chacun des deux parents dans l'ordre qu'ils choisissent et dans la limite d'un seul nom pour chacun.

En cas d'adoption simple, le nom de l'adoptant est adjoint au nom de l'adopté. Lorsque l'adopté et l'adoptant, ou l'un d'eux, portent un double nom, le nom conféré à l'adopté résulte de l'adjonction du nom de l'adoptant à son propre nom, dans la limite d'un seul nom pour chacun d'eux. Le choix appartient à l'adoptant qui doit recueillir le consentement de l'adopté âgé de plus de treize ans. En cas de désaccord ou à défaut de choix, le nom conféré résulte de l'adjonction du premier nom de l'adoptant au premier nom de l'adopté.

En cas d'adoption par deux époux, le nom ajouté au nom de l'adopté est, à la demande des adoptants, soit celui du mari, soit celui de la femme, dans la limite d'un nom pour chacun d'eux et, à défaut d'accord entre eux, le premier nom du mari. Si l'adopté porte un double nom de famille, le choix du nom conservé appartient aux adoptants qui doivent recueillir le consentement de l'adopté âgé de plus de treize ans. En cas de désaccord ou à défaut de choix, le nom des adoptants retenu est ajouté au premier nom de l'adopté.

Le tribunal peut toutefois, à la demande de l'adoptant, décider que l'adopté ne portera que le nom de l'adoptant. En cas d'adoption par deux époux, le nom de famille substitué à celui de l'adopté peut, au choix des adoptants, être soit celui du mari, soit celui de la femme, soit les noms accolés des époux dans l'ordre choisi par eux et dans la limite d'un seul nom pour chacun d'eux. Cette demande peut également être formée postérieurement à l'adoption. Si l'adopté est âgé de plus de treize ans, son consentement est nécessaire.

Autorité parentale

L'autorité parentale est un ensemble de droits et de devoirs ayant pour finalité l'intérêt de l'enfant. Elle appartient en commun aux père et mère jusqu'à la majorité ou l'émancipation de l'enfant pour le protéger dans sa sécurité, sa santé et sa moralité, pour assurer son éducation et permettre son développement, dans le respect dû à sa personne.

A l'égard des tiers, chacun des parents peut accomplir seul les actes usuels qui concernent l'enfant.

Les parents associent l'enfant aux décisions qui le concernent, selon son âge et son degré de maturité.

L'enfant a le droit, sauf motifs graves, d'entretenir des relations personnelles avec ses grands-parents et autres ascendants.

Logement des époux

Les époux sont cotitulaires du bail qui sert exclusivement à leur habitation, même s'il a été conclu par l'un seulement d'entre eux avant le mariage.

Les époux ne peuvent l'un sans l'autre disposer des droits par lesquels est assuré le logement de la famille (notamment par vente ou résiliation du bail), ni des meubles meublants dont il est garni.

Régime fiscal

Les époux sont personnellement imposables pour les revenus dont ils ont disposé pendant l'année de leur mariage jusqu'à la date de celui-ci. A compter du mariage, les époux sont soumis à une imposition commune pour les revenus perçus par chacun d'eux.

Chacun des époux est tenu solidairement avec son conjoint du paiement de l'impôt sur le revenu et de la taxe d'habitation.

Régime matrimonial

Les époux peuvent choisir librement leur régime matrimonial en établissant un contrat de mariage devant notaire.

A défaut de contrat, les époux sont soumis automatiquement au régime légal de la communauté.

Régime légal de la communauté

Les biens acquis par les époux et les revenus sont communs.

Les biens dont chacun des époux était propriétaire avant le mariage et ceux que chacun reçoit par donation ou succession au cours du mariage leur demeurent propres.

Les actes d'administration sur les biens communs peuvent être passés par chacun des époux, à l'exception du bail consenti sur un fonds rural ou un immeuble à usage commercial, industriel ou artisanal dépendant de la communauté qui nécessite l'accord des deux époux.

Les actes de disposition sur les biens communs peuvent être passés par chacun des époux, à l'exception de la donation d'un bien commun, de la vente ou de la constitution d'une garantie sur un immeuble, fonds de commerce, exploitation ou parts de société dépendant de la communauté qui requièrent l'accord des deux.

Chaque époux administre et dispose librement de ses biens propres.

La communauté est tenue du paiement des dettes contractées par un époux au cours du mariage.

Régimes conventionnels de communauté

Le régime légal de la communauté peut être aménagé par contrat de mariage. Notamment, les époux peuvent prévoir une communauté universelle qui regroupe l'ensemble de leurs biens présents et à venir ou encore prévoir qu'en cas de décès de l'un d'eux il sera attribué au survivant une part inférieure ou supérieure à la moitié de la communauté ou même la totalité des biens communs.

Régime de la séparation de biens

Les biens acquis par chaque époux et les revenus qu'ils perçoivent pendant le mariage leur demeurent personnels. Cependant, les époux peuvent effectuer des achats en indivision.

Les biens sur lesquels aucun des époux ne peut justifier d'une propriété exclusive sont présumés leur appartenir par moitié.

Les dettes contractées par un époux n'engagent pas son conjoint, à l'exception de celles qui ont pour objet l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants.

Régime de la participation aux acquêts

Pendant le mariage, le régime fonctionne comme si les époux étaient mariés sous le régime de la séparation de biens.

Au moment de la dissolution du mariage, la valeur des biens qui ont été acquis pendant l'union est partagée par moitié entre les époux, à l'exclusion de la valeur de ceux qui ont été reçus par donation ou succession.

Les dettes contractées par un époux n'engagent pas son conjoint, à l'exception de celles qui ont pour objet l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants.

Changement de régime matrimonial

Quel que soit le régime matrimonial choisi au moment du mariage, les époux peuvent au bout de deux ans, dans l'intérêt de la famille, décider de le modifier ou d'en changer. Un acte notarié, soumis à l'homologation du tribunal, doit être établi à cet effet.

Cas où l'un des conjoints est de nationalité étrangère ou a son domicile à l'étranger

Lorsque l'un des conjoints est de nationalité étrangère ou a son domicile à l'étranger, les époux peuvent choisir au moment du mariage, ou au cours de l'union, la loi applicable à leur régime matrimonial.

Cette loi est celle de l'Etat dont l'un des époux a la nationalité ou celle de l'Etat sur le territoire duquel l'un des époux a ou aura sa résidence habituelle après le mariage. A défaut de cette désignation, le régime matrimonial est soumis à la loi interne de l'Etat sur le territoire duquel les époux établissent leur première résidence habituelle après le mariage, sous réserve de certaines exceptions.

Droits du conjoint survivant

Le conjoint hérite en pleine propriété d'une partie de la succession quels que soient les membres de la famille laissés par le défunt, sous réserve des actes de disposition à titre gratuit (donation ou testament) consentis par l'époux prédécédé à d'autres personnes.

En présence d'enfants ou de descendants, le conjoint hérite d'un quart en propriété. Lorsque les enfants sont issus des deux époux, le conjoint peut choisir de recevoir l'usufruit de la totalité des biens existants, plutôt qu'un quart en propriété. Dans ce dernier cas, une conversion en rente viagère de l'usufruit peut être demandée par l'un des héritiers nus-propriétaires ou par le conjoint lui-même.

En présence des père et mère du défunt, le conjoint reçoit la moitié en propriété. En cas de prédécès du père ou de la mère, le conjoint hérite des trois quarts.

A défaut d'enfants, de descendants et des père et mère, le conjoint survivant hérite de l'entière succession.

Au décès de l'un des époux, le conjoint survivant peut rester dans le logement qu'il occupe pendant un an. Lorsque le logement appartient aux époux ou dépend de la succession, il s'agit d'une jouissance gratuite. Lorsque le logement est loué, la succession doit rembourser les loyers au conjoint survivant.

Au cours de ce délai d'un an, le conjoint peut demander à bénéficier de droits viagers d'habitation sur le logement et d'usage sur le mobilier. La valeur de ces droits viagers s'impute sur la valeur de la part successorale éventuellement recueillie par le conjoint survivant.

Lorsque le logement est loué, le conjoint devient le bénéficiaire exclusif du droit au bail dont les époux étaient cotitulaires.

En cas de partage, le conjoint survivant bénéficie d'une attribution préférentielle de droit du local d'habitation où il avait sa résidence à l'époque du décès et du mobilier le garnissant.

Les droits du conjoint survivant peuvent être aménagés par contrat de mariage, donation ou testament. Toutefois, en toute hypothèse, lorsque le défunt ne laisse que des parents éloignés, un quart de la succession est réservé au conjoint survivant.



AUTORISATION

Nous soussignés, M

et M. , autorisons la Municipalité de

Saint-Pierre-lès-Elbeuf à publier :

- dans la publication mensuelle de la ville « Ce mois-ci à Saint-Pierre-lès-

Elbeuf » : **oui - non**

- dans le Paris-Normandie : **oui - non**

- dans le Journal d'Elbeuf : **oui - non**

l'annonce de notre mariage, célébré le

Fait pour valoir ce que de droit.

Fait à Saint-Pierre-lès-Elbeuf, le

Signature :